



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES

Marché n° 250004

Mission de programmation et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation d'un bâtiment médico-chirurgical et le suivi technique et économique des performances énergétiques du bâtiment sur le site Saint Esprit du Centre Hospitalier Agen-Nérac

Groupement Hospitalier de Territoire 47
Etablissement support :
Centre Hospitalier AGEN-NERAC
Route de Villeneuve
47923 AGEN

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission de programmation et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation d'un bâtiment médico-chirurgical et le suivi technique et économique des performances énergétiques du bâtiment sur le site Saint Esprit du Centre Hospitalier Agen-Nérac
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Tranche ferme + 2 Tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	13 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Missions	Erreur ! Signet non défini.
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	5
6.2 - Délai d'exécution	5
7 - Prix	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 - Modalités de variation des prix	5
8 - Garanties Financières	6
9 - Avance	6
10 - Modalités de règlement des comptes	6
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
10.2 - Présentation des demandes de paiement	6
10.3 - Délai global de paiement	7
10.4 - Paiement des cotraitants	7
10.5 - Paiement des sous-traitants	7
11 - Conditions d'exécution des prestations	7
11.1 - Présentation des livrables	8
11.2 - Modifications techniques	8
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	8
12 - Développement durable	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
14 - Pénalités	8
14.1 - Pénalités de retard	8
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
14.3 - Autres pénalités spécifiques	9
15 - Assurances	9
16 - Résiliation du contrat	9
16.1 - Conditions de résiliation	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues	10
18 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent une mission de programmation et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation d'un bâtiment médico-chirurgical et le suivi technique et économique des performances énergétiques du bâtiment sur le site Saint Esprit du Centre Hospitalier Agen-Nérac.

Lieu d'exécution :
Site Saint Esprit
Route de Villeneuve
47923 Agen Cedex 9

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il est prévu une décomposition en **tranches**, comme ci-après :

- **Tranche ferme** : Mission de programmation et d'assistance à la passation du marché - Phases n°s 1 à 3
- **Tranche optionnelle n° 1** : Mission de conduite d'opération - Phase n° 4
- **Tranche optionnelle n° 2** : Mission de suivi technique et économique des performances énergétique du bâtiment - Phase n° 5

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 est fixé à 3 mois au plus tard à compter de la notification du marché global de performance énergétique.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 est fixé à 3 mois au plus tard à compter de la réception du bâtiment.

Les prestations sont réparties en 6 phases et 1 mission complémentaire définies comme suit et détaillées dans le présente CCAP :

Phases	Désignation
PHASE 1	Assistance à la définition du projet et élaboration du programme général
PHASE 2	Elaboration du programme technique et fonctionnel détaillé
PHASE 3	Assistance à l'élaboration du dossier de consultation et passation du marché
PHASE 4	Conduite d'opération - Tranche optionnelle n° 1
PHASE 5	Assistance au suivi de performance énergétique - Tranche optionnelle n° 2

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'annexe financière
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du temps d'intervention
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/05/2025 ou, à défaut, à la date de notification du présent marché.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est fixée à 10 ans à compter de la date de réception du bâtiment.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai global d'exécution est de 13 ans.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 15\% + 85\% (ING(n) / ING(n_0))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- n : mois de début d'exécution des prestations.
- n_0 : mois de remise des offres.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Sans objet.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Une garantie à première demande est demandée au titulaire pour le versement de l'avance. Les cautions ne sont pas autorisées.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 053 098 00014

- Adresse de facturation :
Direction des ressources matérielles
Route de Villeneuve
47 923 AGEN CEDEX 9

- Comptable assignataire :
Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers
Cité administrative Lacuée Bâtiment B
Rue Renée Bonnat
47921 AGEN CEDEX 9

- Code service : LSCP (sans commande) ; FACM (avec commande)
- Code Finess : 470016171
- Numéro d'engagement juridique : 250004

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier Agen-Nérac - Site Saint Esprit
Route de Villeneuve
47923 Agen Cedex 9

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

11.1 - Présentation des livrables

Le titulaire s'engage à délivrer au Centre Hospitalier les livrables définis dans le cahier des clauses techniques particulières pour chaque mission qui lui est confiée et selon les délais définis dans le calendrier définitif de l'opération. Le contenu de ces livrables devra être conforme aux dispositions des C.C.T.P. La réception de chaque livrable sera matérialisée par une décision écrite du Centre Hospitalier.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission et/ou phase du prestataire définie au CCTP.

Ainsi, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention. L'arrêt de l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du marché sans indemnisation du titulaire.

12 - Développement durable

Cf. dispositions du CCTP relatives à la transmissions des livrables et tout autre document nécessaires à l'information complète et la prise de décision du maître d'ouvrage.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €, notamment en cas de retard dans la remise des livrables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions	Forfaitaire	200,00 €	
Livrable non conforme aux prescriptions du CCTP	Journalière	100,00 €	A compter du constat et jusqu'à la délivrance d'un livrable conforme aux prescriptions et réceptionné matériellement par le maître d'ouvrage.
Manquement au niveau des compétences nécessaires	Journalière	100,00 €	A compter de la demande du maître d'ouvrage et jusqu'à la validation des compétences (voir CCTP). En cas de persistance dans le manquement au niveau des compétences nécessaires, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché, après mise en demeure.
Manquement à toute obligation contractuelle ou réglementaire	Forfaitaire	100,00 €	

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles